

<http://pierre-alainmillet.fr/ZFE-2023-Pour-une-mobilite>



Association des élus communistes et républicains (69)

ZFE 2023 : Pour une mobilité métropolitaine propre et juste !

- DHD -



Date de mise en ligne : mercredi 15 février 2023

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Nous apprenons par la presse, ce lundi 13 février, la décision du Président de la Métropole d'un changement important du projet de déploiement de la ZFE. Nous nous félicitons de cette décision, qui prend en compte les réserves et inquiétudes exprimées par de nombreux acteurs.

Nous avons eu bien raison d'alerter depuis 2 ans en Conseil de Métropole, comme dans les concertations et réunions de travail nombreuses. Le Président de la Métropole en tient compte en reportant la décision et en prenant en compte une partie des discussions... La discussion doit se poursuivre, sur le fond, pour contribuer à une mobilité métropolitaine respectueuse de ses habitants, une mobilité propre et juste.

[-] Pourquoi cette primauté au diesel dans les causes prises en compte de pollution automobile ? Les étiquettes Crit'Air sont inadaptées à une action efficace. Elles ne tiennent pas compte des émissions de frottement, des émissions de CO2, de l'entretien du véhicule. Elles légitiment un véhicule hybride lourd, à la conduite brutale et interdisent un véhicule diesel léger, bien entretenu et utilisé en écoconduite... L'évaluation d'un véhicule devrait être associée à son contrôle technique.

[-] Pourquoi annoncer aujourd'hui 2028, date qui a, en plus, été évoquée comme report possible des élections métropolitaines ? L'idée exprimée par de nombreux acteurs, et reconnue par le Président, est de lier le déploiement de la ZFE au développement des transports en commun et de toutes les alternatives à la voiture individuelle. Nous pensons que c'est, alors, le prochain plan de déplacement métropolitain qui doit fixer le cadre futur des mobilités métropolitaines et, notamment, la part modale de la voiture et le niveau de transports en commun nécessaire. Nous pensons que cela conduira à réévaluer le niveau d'investissements du SYTRAL, pourtant doublé par l'actuelle majorité, mais qui ne permet de réaliser que les projets déjà connus et qui ne suffira pas à apporter une réponse massive d'une alternative sérieuse à la voiture. Ce plan de déplacement métropolitain sera discuté, nous l'espérons, dans un contexte nouveau du projet de RER métropolitain si les discussions entre la Métropole et la Région aboutissent. Elles pourraient créer les conditions nouvelles pour une intervention de l'État, faisant écho aux annonces présidentielles...

[-] Le nouvel agenda doit intégrer un plan de consolidation du SYTRAL pour sortir des difficultés de recrutement, de maintenance, de qualité de service.

[-] Ce report est aussi l'occasion de mieux prendre en compte la situation économique de l'automobile, dans un contexte de concurrence et de restructuration exacerbée au niveau mondial, d'une décision de sortie du moteur thermique dont les enjeux et les conséquences doivent être discutés, et des impacts sur le marché de l'entretien avec de nombreuses fermetures de garages. Il faut, notamment, mieux comprendre l'impact de ces évolutions sur le marché de l'occasion, pour ne pas jeter à la casse trop de véhicules qui pourraient apporter une réponse à un coût social et environnemental maîtrisé. Cette connaissance du marché de l'occasion permettra de mieux cibler le niveau d'aides jugé, très souvent, comme insuffisant.

[-] Enfin, il reste la question des sanctions. Nous considérons qu'un habitant qui ne peut changer de véhicule ni de mobilité n'est pas un délinquant. Le principe de faire payer un PV ZFE, indépendamment de la situation de la personne et des efforts faits ou non pour tenir compte de la ZFE, est injuste d'autant plus quand la ZFE autorise des véhicules lourds, qui ne sont propres que par leur classification...

Nous en tirons une conclusion importante. La légitimité politique de la métropole ne peut se construire contre la légitimité des communes. Les politiques métropolitaines ont besoin de se construire avec les communes, dans la diversité de leurs situations géographiques, sociales, politiques. C'est ce que nous appelons la métropole des communes et des citoyens.

C'est pourquoi les élus communistes poursuivront leurs efforts pour faire connaître la ZFE aux habitants et faire de nouvelles propositions pour une ZFE juste socialement.